



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-sixième session

Rome, 9-10 décembre 2025

Procès-verbal de la cent trente et unième session du Comité de l'évaluation

Cote du document: EB 2025/146/R.27

Point de l'ordre du jour: 11 a)

Date: 27 novembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Indran A. Naidoo

Directeur

Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

courriel: i.naidoo@ifad.org

Carola Alvarez

Directrice générale

Bureau de l'efficacité du développement

courriel: c.alvarez@ifad.org

Procès-verbal de la cent trente et unième session du Comité de l'évaluation

1. Le présent procès-verbal, approuvé par le Comité de l'évaluation, rend compte des délibérations de cet organe à sa cent trente et unième session, qui s'est déroulée à la fois en présentiel et en ligne le 6 novembre 2025; il est communiqué au Conseil d'administration pour information.

Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture de la session

2. Ont participé à la session les membres du Comité représentant l'Allemagne, l'Égypte, la Finlande, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria (présidence), le Royaume des Pays-Bas et la Suisse. Des observateurs du Canada, de Chine et de France étaient présents. Ont en outre assisté à la session le Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE); la Directrice adjointe d'IOE; la Directrice générale du Bureau de l'efficacité du développement; le Vice-Président adjoint responsable du Département des opérations de pays (à distance); la Directrice régionale de la Division Amérique latine et Caraïbes (à distance); la Secrétaire du FIDA; et d'autres membres du personnel du FIDA.
3. Véronique Salze-Lozac'h, Évaluatrice en chef au Département de l'évaluation indépendante de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et présidente du groupe chargé de l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA, Jörg Faust, Directeur de l'Institut allemand d'évaluation de la coopération au développement et Per Øyvind Bastoe, consultant principal, ont pris part par visioconférence aux délibérations sur le document d'orientation relatif au troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA.
4. José Luis Delgado Crespo, chargé d'affaires par intérim et Représentant permanent de la Mission permanente du Mexique auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, a fait des observations concernant l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) pour les États-Unis du Mexique.

Point 2 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour (EC 2025/131/W.P.1)

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans le document EC 2025/131/W.P.1 (dont la version révisée sera publiée sous la cote EC 2025/131/W.P.1/Rev.1), un nouveau point étant ajouté au titre des questions diverses en vue de présenter la version numérique de l'édition 2025 du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE).

Point 3 de l'ordre du jour: Évaluation de l'action du FIDA dans les petits États insulaires en développement: perspectives mondiales et régionales (EC 2025/131/W.P.2 + Add.1)

Messages clés:

- Les membres ont salué l'évaluation, soulignant la diversité des contextes représentés par les petits États insulaires en développement (PEID) et la nécessité d'approches différenciées et contextuelles qui intègrent les dimensions sociale, économique, environnementale et institutionnelle tout en trouvant un équilibre entre ambition et faisabilité.
- Les ingrédients clés en faveur de l'action du FIDA étaient des données solides permettant une prise de décision fondée sur des données probantes, la gestion des connaissances, le suivi-évaluation, des partenariats solides et une collaboration en amont avec les partenaires, y compris le secteur privé, ainsi qu'un accent mis sur le renforcement des capacités institutionnelles afin d'assurer la durabilité des avantages.

6. Les membres ont salué l'évaluation globale de l'action du FIDA dans les PEID, tout en notant la complexité des évaluations de ce type et la difficulté qu'il y avait à formuler des recommandations applicables à tout un ensemble de contextes avec chacun ses vulnérabilités multidimensionnelles et ses risques climatiques.
7. Les membres ont salué le travail du FIDA dans les domaines de l'agriculture climato-compatible, de la sécurité alimentaire et du développement rural inclusif, tout en soulignant des lacunes dans les approches globales relatives à la résilience, la protection des écosystèmes marins et le renforcement des capacités institutionnelles. Ils ont reconnu le rôle spécifique du FIDA, dont l'action se situait souvent dans l'angle mort délaissé par d'autres acteurs du développement, mais ont encouragé le Fonds à réfléchir à son avantage comparatif, au renforcement institutionnel et à la pérennisation des résultats, en particulier compte tenu des contraintes de ressources.
8. Le Comité a soutenu les recommandations visant à intégrer les dimensions sociale, économique et environnementale dans les stratégies futures; à renforcer les partenariats, en particulier la collaboration avec le secteur privé et les instituts de recherche; à renforcer la gestion des connaissances et les interventions tenant compte des questions de genre; et à trouver un équilibre entre ambition et faisabilité compte tenu des coûts de transaction élevés. Les membres ont également noté que les limites en matière de données constituaient un défi majeur, et ont souligné la nécessité de références solides pour identifier des mesures correctives en temps opportun.
9. Reconnaisant la diversité des PEID du point de vue des conditions géographiques, des besoins et des capacités, les membres ont suggéré de faire porter les futures évaluations sur des groupements régionaux pour obtenir des résultats plus adaptés et plus approfondis. La direction a appuyé cette approche, et IOE a fait observer que les futures évaluations groupées impliqueraient la direction dans l'élaboration du document d'orientation afin de fournir des analyses plus différenciées, des résultats ciblés et des recommandations applicables. Le périmètre de l'évaluation relative aux PEID avait été déterminé sur la base de la classification actuelle établie par la direction.
10. La direction a confirmé les défis signalés par les membres et a souligné que les coûts de transaction élevés et l'éloignement pouvaient avoir une incidence sur la capacité à combler pleinement les lacunes en matière de capacités institutionnelles et de données. La durabilité et l'efficacité dépendaient de partenariats solides et d'un engagement fort pour garantir l'appropriation des projets par les pouvoirs publics.
11. La direction a précisé que la stratégie du FIDA pour les PEID privilégiait le renforcement des capacités, le renforcement des institutions locales et la lutte contre la fragilité, tout en promouvant des interventions d'un bon rapport coût-efficacité. L'évaluation avait montré que les programmes régionaux et multipays, en particulier dans le Pacifique, étaient efficaces pour réaliser des économies d'échelle et tirer parti des partenariats avec les institutions régionales. En outre, les synergies entre les dons et les prêts avaient été efficaces pour favoriser un financement régional flexible, compléter les dotations nationales et renforcer la collaboration internationale. La direction a également confirmé que le FIDA travaillait en concertation avec le Bureau de la Haute Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, et dans le respect des cadres internationaux, notamment les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement.

Point 4 de l'ordre du jour: Budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (EC 2025/131/W.P.3)

Messages clés:

- Dans l'ensemble, les membres se sont prononcés en faveur du budget d'IOE pour 2026 et de son plan indicatif pour 2027-2028, prenant note du programme de travail élargi, qui démontrait un fort engagement à renforcer à la fois l'apprentissage et la responsabilité.
- Les membres ont accueilli favorablement l'évaluation au niveau de l'institution (ENI) relative à la gestion des ressources humaines et l'évaluation infrarégionale des activités du FIDA dans les États touchés par un conflit dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, soulignant l'importance de prendre en compte l'Initiative ONU80 en cours, l'avantage comparatif du FIDA et les constatations des précédentes évaluations.
- Les membres ont salué l'importance accrue accordée à la relation entre les fonctions d'évaluation indépendante et d'autoévaluation, ainsi que la prise en compte par IOE des impacts à long terme des opérations du FIDA, y compris lors des ESPP.

12. Le Comité de l'évaluation a accueilli avec satisfaction la proposition de révision du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et du plan indicatif pour 2027-2028 d'IOE, figurant dans le document EC 2025/131/W.P.3, élaborée à l'issue des délibérations avec le Comité de l'évaluation à sa cent trentième session, avec le Comité d'audit à sa cent soixante-dix-huitième réunion et avec le Conseil d'administration à sa cent quarante-cinquième session, tenue en septembre 2025. Les membres ont noté que le programme de travail élargi démontrait un fort engagement en faveur de l'application du principe de responsabilité fondé sur des données probantes, de l'apprentissage institutionnel et de l'utilisation efficiente des ressources.
13. Les membres ont dit attendre avec intérêt l'examen du document d'orientation relatif à l'ENI prévue concernant la gestion des ressources humaines du FIDA, notant qu'il pouvait aussi couvrir la mise en œuvre des recommandations de l'ENI sur la décentralisation. Les membres ont salué les précisions fournies par IOE selon lesquelles l'évaluation s'appuierait sur des données issues d'évaluations antérieures au niveau de l'institution et des pays et remédierait aux lacunes en matière de données en se concentrant sur des aspects de la gestion des ressources humaines non examinés en profondeur auparavant.
14. Concernant l'évaluation infrarégionale des activités du FIDA dans les États touchés par un conflit dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, IOE partageait l'avis des membres selon lequel il était important d'évaluer l'avantage comparatif du FIDA et la valeur ajoutée qu'il apportait dans les contextes fragiles par rapport aux autres organismes, notamment au vu de l'Initiative ONU80 en cours.
15. La grande importance accordée aux questions de genre dans le budget d'IOE et son examen de ces questions dans le cadre des opérations du FIDA ont été salués, de même que l'attention portée aux interventions propres à transformer la dynamique femmes-hommes, c'est-à-dire celles qui génèrent un changement durable et auto-entretenu au-delà de la période couverte par l'appui du FIDA ou des pouvoirs publics et qui ont un impact durable et systémique. Les futures ESPP pourraient offrir l'occasion de revoir des projets achevés depuis plus de dix ans (projets antérieurs) pour évaluer leur pérennité et la durabilité de leurs avantages. IOE s'est engagé à recenser un certain nombre de ces interventions. Les programmes

de repas scolaires seraient aussi pris en compte en tant que sujet possible pour une future évaluation thématique.

16. Tout en saluant l'intégration d'outils numériques et d'outils fondés sur l'intelligence artificielle dans les activités d'évaluation, les membres ont souligné la nécessité de garantir une utilisation éthique des données et le respect des systèmes de connaissances locaux. L'importance des activités de gestion des connaissances et de sensibilisation a en outre été soulignée, notamment en tant que moyen de renforcer les capacités d'évaluation nationales et la coopération Sud-Sud. IOE a informé les membres que la performance de ses activités de gestion des connaissances était systématiquement suivie et comparée par rapport à celle de ses homologues par le biais d'un rapport interne semestriel. Le rapport le plus récent, qui montrait une tendance à la hausse au cours des quatre dernières années, serait publié sur le site Web d'IOE.

Point 5 de l'ordre du jour: Document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA (EC 2025/131/W.P.4 + Add.1 + Add.2)

Messages clés:

- Les membres ont salué l'approche proposée pour l'examen externe par les pairs et l'accent mis sur les questions stratégiques relatives à la crédibilité, à l'indépendance et à l'utilité; ainsi que sur la nécessité de trouver un équilibre entre apprentissage et reddition de comptes et de garder à l'esprit la capacité d'absorption en vue de renforcer les fonctions d'évaluation indépendante et d'autoévaluation en tant que pierres angulaires du système global d'évaluation du Fonds.
- Les membres ont souligné qu'il était nécessaire d'organiser des consultations inclusives pour garantir une participation véritable de toutes les parties prenantes, des pouvoirs publics aux cofinanceurs, en passant par les donateurs et les participants aux projets. Ils ont demandé que soient formulées des recommandations applicables, réalistes et tournées vers l'avenir, fondées sur des méthodes d'évaluation novatrices, un apprentissage entre pairs renforcé et une collaboration accrue entre les organismes.
- La présidente du groupe chargé de l'examen externe par les pairs, IOE et la direction ont réaffirmé leur volonté de réaliser un examen efficace et en temps voulu axé sur le renforcement de la coordination entre les fonctions d'évaluation, l'appui aux réformes institutionnelles en cours, tout en veillant à ce que les évaluations restent pratiques et crédibles.

17. Les membres ont exprimé leur ferme appui au processus d'examen externe par les pairs, notant qu'il venait à point nommé et se félicitant de son accent stratégique. Comme IOE et la direction, ils attendaient avec intérêt les conclusions de l'examen et la possibilité de tirer des enseignements des meilleures pratiques d'autres institutions, d'évaluer l'avancement de la réforme du FIDA et de renforcer la collaboration entre les fonctions d'autoévaluation et d'évaluation indépendante.
18. Les membres ont souligné la nécessité de mener des consultations inclusives – en particulier sur le terrain et au niveau national – pour garantir une mobilisation significative des participants aux projets, notamment des petits agriculteurs et des entrepreneurs ruraux, aux côtés des pouvoirs publics et d'autres parties prenantes institutionnelles. Les membres ont souligné la nécessité de formuler des recommandations applicables et réalistes qui prenaient en considération la capacité d'absorption du FIDA dans un environnement marqué par des contraintes budgétaires et qui éclaireraient directement la conception des politiques et des programmes en trouvant un équilibre entre reddition de comptes et apprentissage.

Ils ont aussi souligné qu'il était important d'adopter des méthodes novatrices pour améliorer la collecte de données et l'efficacité des ressources; de renforcer les échanges entre pairs et la collaboration entre organismes pour partager les meilleures pratiques; de promouvoir la durabilité des résultats des programmes; de renforcer la coopération multilatérale; et de renforcer les capacités de suivi-évaluation au niveau national. Étant donné qu'aucune visite de pays n'était prévue, les membres ont souligné qu'il était important de veiller à ce que le point de vue des acteurs présents sur le terrain et l'expérience acquise au niveau national soient dûment pris en compte à travers d'autres modalités de consultation.

19. Les échanges ont mis en lumière la nécessité de disposer de ressources financières suffisantes pour garantir la rigueur et la pertinence des travaux, et les membres ont réaffirmé l'importance d'intégrer à la fois des évaluations indépendantes et des autoévaluations pour renforcer la crédibilité, l'indépendance et l'apprentissage, tout en remédiant aux éventuels écarts de notation. Le budget proposé avait été établi par l'équipe chargée de l'examen par les pairs dans une optique d'efficacité et avait bénéficié de contributions volontaires et de l'appui de trois institutions partenaires, dont un groupe de haut niveau.
20. La présidente du groupe chargé de l'examen externe par les pairs a remercié les membres pour leurs observations et leur a assuré que l'examen tiendrait compte aussi bien du contexte interne du FIDA que de l'environnement global. La force de l'examen résidait dans la possibilité de tirer parti de l'expérience collective du Groupe de coopération pour l'évaluation, et notamment des travaux sur l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité. Mettant l'accent sur l'inclusivité et l'utilité, la présidente a confirmé que l'examen déboucherait sur des recommandations applicables, réalistes et tenant compte des ressources disponibles.

Point 6 de l'ordre du jour: Programme provisoire du Comité de l'évaluation pour 2026 (EC 2025/131/W.P.5)

21. Des préoccupations ont été exprimées quant aux dates prévues pour 2026, en particulier concernant la proximité de l'Eïd al-Fitr avec la cent trente-deuxième session (prévue le 18 mars) et la programmation de la cent trente-quatrième session peu de temps après la fin des vacances d'été. La Secrétaire a expliqué que la programmation était contrainte par le calendrier des organismes ayant leur siège à Rome et par l'enchaînement des sessions du Comité de l'évaluation et du Conseil d'administration, qui ne laissaient que peu de possibilités d'ajustement.
22. IOE a fait observer que l'augmentation du périmètre couvert par les ESPP en 2026 pourrait nécessiter l'ajustement du calendrier des sessions pour faire correspondre la programmation des évaluations, les présentations des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) au Conseil d'administration et la durée des sessions du Comité. IOE et la direction ont confirmé qu'ils travailleraient en étroite collaboration avec la Secrétaire pour faire face à l'augmentation de la charge de travail.

Point 7 de l'ordre du jour: Évaluation de la stratégie et du programme de pays pour les États-Unis du Mexique (EC 2025/131/W.P.6 + Add.1)

Messages clés:

- Les membres ont accueilli favorablement l'ESPP approfondie pour le Mexique et la forte concordance entre la direction et le Gouvernement au sujet des recommandations, lesquelles ont apporté de précieux éclairages pour orienter l'élaboration du nouveau COSOP.
- Si les résultats étaient positifs s'agissant de la pertinence et de l'efficacité, ils étaient décevants en ce qui concerne le suivi-évaluation, la qualité des données, l'innovation, la coopération Sud-Sud et triangulaire, la reproduction à plus grande échelle, l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes, et le ciblage des peuples autochtones.
- Les membres ont souligné l'importance des partenariats et de la collaboration, et d'une collaboration effective avec le secteur privé et les organisations internationales.
- Les membres se sont plaints de ne pas avoir reçu avant le début de la session les accords conclusifs signés contenant, aux termes du Manuel de l'évaluation, « un récapitulatif des conclusions et des recommandations de l'évaluation que la direction du FIDA et le gouvernement conviennent d'adopter et de mettre en œuvre dans des délais précis ».

23. Le Comité de l'évaluation a accueilli avec satisfaction l'ESPP pour le Mexique concernant la période 2018-2024, telle qu'elle figurait dans le document EC 2025/131/W.P.6, l'intervention du représentant du Gouvernement et la déclaration de la direction. La direction a regretté que l'accord conclusif signé n'ait pas été mis à disposition avant la session, tout en notant qu'il avait fallu de longues consultations avec plusieurs ministères pour s'assurer que tous étaient en phase avec l'application des recommandations. À cet égard, le représentant de l'État mexicain a rassuré le Comité quant à sa détermination à donner suite aux recommandations en collaboration étroite avec la direction.
24. Les membres ont dit apprécier l'exhaustivité de l'évaluation, étant donné que ses conclusions orienteraient l'élaboration du nouveau COSOP pour le Mexique. Ils ont noté la concordance entre la direction et le Gouvernement au sujet des recommandations, bien que la réponse écrite de la direction n'ait pas été communiquée à l'avance. Si des progrès ont été constatés en ce qui concerne la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la mobilisation de financements climatiques, plusieurs membres ont relevé que des notes « plutôt insatisfaisant » avaient été obtenues dans d'autres domaines. En particulier, ils ont noté que le suivi-évaluation, la qualité des données, la reproduction à plus grande échelle, la durabilité, l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes, l'adaptation aux changements climatiques et l'innovation avaient besoin d'être renforcés.
25. La priorité devrait également être donnée au renforcement de la collaboration avec le secteur privé, à la mise à profit de la coopération Sud-Sud et triangulaire, au renforcement des partenariats avec des organisations internationales et à l'amélioration du ciblage. Certains membres ont relevé que le Mexique avait atteint le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement, mais un membre a fait observer que l'utilisation du revenu comme unique indicateur risquait d'occulter des vulnérabilités persistantes et la nécessité d'apporter un soutien continu aux groupes marginalisés.
26. La direction a noté que plusieurs difficultés étaient dues à des facteurs extérieurs, notamment le changement de gouvernement fédéral intervenu en 2018. Le partenariat avec le Gouvernement mexicain s'était nettement amélioré et il s'accompagnait d'un renouvellement de la volonté et de l'engagement politiques à

cet égard, ce dont témoignait le déroulement de la visite du Président du FIDA en juillet 2025.

27. La direction a reconnu que le roulement fréquent au poste de directeur de pays avait affecté la performance et le renforcement de la confiance; toutefois, il a été confirmé qu'une direction stable et qu'un renforcement de l'équipe de direction régionale avaient été mis en place. La participation du secteur privé avait aussi été renforcée grâce à la nomination d'un nouveau responsable régional des placements, basé au Panama.
28. Les conclusions de l'évaluation seraient intégralement prises en compte dans le nouveau COSOP. Au nombre des priorités figureraient le ciblage des femmes et des populations autochtones et afro-mexicaines; le renforcement des systèmes de suivi-évaluation, des systèmes de données et de la gestion des connaissances; et l'établissement de partenariats avec des établissements universitaires. Le COSOP serait mis en œuvre avec l'appui de l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement, ce qui renforcerait les possibilités d'établissement de liens dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire. La direction a par ailleurs souligné son attachement à la mise en place d'un environnement favorable à la participation du secteur privé, à l'établissement de partenariats stratégiques avec des banques multilatérales de développement et à la mobilisation de financements climatiques pour accroître l'impact.

Point 8 de l'ordre du jour: Questions diverses

29. Erma Rheindrayani (Indonésie) a temporairement assumé la présidence de la session lors de l'examen du point 8, questions diverses, au cours duquel la direction a présenté la cinquième édition numérique du RIDE, accessible sur le [site Web](#) du FIDA. La direction a donné un bref aperçu des principales caractéristiques de l'édition numérique, qui présentait de manière dynamique les résultats du FIDA en 2025 et durant la période couverte par FIDA12 et les évaluations de l'impact. L'édition numérique serait traduite dans les langues officielles du FIDA.

Clôture de la session

30. Yaya O. Olaniran (Nigéria) a repris ses fonctions de président. Au nom du Comité et étant donné qu'Erma Rheindrayani assistait à sa dernière session du Comité de l'évaluation, il l'a remerciée pour ses contributions importantes aux délibérations du Comité et lui a souhaité tout le succès possible dans le cadre de ses activités futures.
31. Il a été rappelé au Comité que le Bureau de la Secrétaire ferait circuler pour approbation le projet de procès-verbal de la session, comprenant les messages clés indiqués par les membres du Comité. La version définitive du procès-verbal serait transmise au Conseil d'administration à titre d'information à sa cent quarante-sixième session.